

OPINION

redaction.union@sonapresse.com

La Russie et l'Afrique : unir nos continents pour le progrès et un avenir prospère

Par S.E.M. Vladimir POUTINE*

Les 27 et 28 juillet, Saint-Petersbourg accueillera le deuxième Sommet Russie-Afrique et le Forum économique et humanitaire Russie-Afrique. À la veille de ces événements d'envergure et représentatifs qui réuniront des chefs d'État et de gouvernement, des entrepreneurs, scientifiques et personnalités publiques, je voudrais partager avec les lecteurs des médias majeurs du continent africain ma vision du développement des relations russo-africaines. Je voudrais aussi jalonner les axes de coopération qui sont prioritaires pour notre travail commun dans les décennies à venir du 21^e siècle.

Les relations de partenariat entre notre pays et l'Afrique ont des racines solides et profondes et se sont toujours distinguées par la stabilité, la confiance et la bienveillance. Nous avons constamment soutenu les peuples africains dans leur lutte pour la libération du joug colonial. Nous les avons aidés à établir les institutions d'État, à renforcer leur souveraineté et leur capacité de défense. Nous avons beaucoup fait pour jeter les bases durables des économies nationales. Vers le milieu des années 1980 plus de 330 grands sites d'infrastructure et d'industrie ont été construits en Afrique avec la participation de nos spécialistes – centrales électriques, systèmes d'irrigation, entreprises industrielles et agricoles qui fonctionnent avec succès jusqu'à nos jours en apportant toujours une contribution importante au développement économique du continent. Des dizaines de milliers de médecins, spécialistes techniques, ingénieurs, officiers et enseignants africains ont été formés dans notre pays.

Je tiens particulièrement à souligner notre collaboration traditionnellement étroite sur la scène internationale, la protection ferme et cohérente des intérêts des pays africains sur les forums internationaux de la part de l'URSS et ensuite de la Russie. Nous avons toujours strictement respecté le principe de « solution africaine aux problèmes africains » et été solidaires avec les Africains dans leur lutte pour

l'autodétermination, la justice et la défense de leurs droits légitimes. Nous n'avons jamais tenté d'imposer à nos partenaires nos propres idées sur leur structure interne, formes et méthodes de gestion, objectifs du développement et voies pour les atteindre. Notre respect de la souveraineté des États africains, de leurs traditions et valeurs, de leur désir de définir eux-mêmes leur destin et de bâtir librement les relations avec leurs partenaires reste inchangé.

Nous apprécions sincèrement le capital d'amitié et de coopération accumulé de bonne foi, traditions de confiance et de soutien mutuel entre la Russie et les pays d'Afrique. Ce qui nous rapproche, c'est l'aspiration commune à la mise sur pied d'un système de relations basé sur la priorité du droit international, prise en compte des intérêts nationaux, indivisibilité de la sécurité, reconnaissance du rôle central coordinateur de l'Organisation des Nations Unies.

Aujourd'hui le partenariat créateur, confiant, orienté vers l'avenir entre la Russie et l'Afrique est particulièrement significatif et important. Des centres de pouvoir et d'influence économiques et politiques puissants se forment dans le monde, ils se manifestent avec une insistance croissante et exigent d'être pris en compte. Nous sommes persuadés que le nouvel ordre mondial, un ordre multipolaire dont les contours se dessinent déjà, sera plus juste et plus démocratique. Et il ne fait aucun doute que l'Afrique y aura une place de choix aux côtés de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine, qu'elle se libérera définitivement de l'héritage lourde du colonialisme et du néocolonialisme dont les pratiques contemporaines seront reniées.

La Russie accueille avec satisfaction le rôle international croissant de certains États et de l'Afrique dans son ensemble, leur désir de s'affirmer de manière ferme, prendre en main le règlement des problèmes du continent. Nous soutenons toujours les initiatives constructives de nos partenaires. Nous nous prononçons en faveur de l'octroi d'une place légitime aux pays africains au sein des structures qui définissent

le destin du monde, y compris le Conseil de Sécurité des Nations Unies et le G20, pour une réforme des institutions financières et commerciales globales qui répond à leurs intérêts.

Malheureusement, nous constatons que la situation internationale actuelle est loin d'être stable. De vieux conflits qu'on trouve pratiquement dans chaque région s'aggravent, de nouveaux défis et menaces apparaissent. Et l'Afrique, comme aucune autre partie du monde, ressent le fardeau des problèmes globaux. Dans ces conditions difficiles nous espérons mettre en place, ensemble avec nos partenaires africains, un agenda de coopération non discriminatoire. Les axes stratégiques de notre coopération ont été établis par les décisions du premier Sommet Russie-Afrique qui a eu lieu à Sotchi à la fin d'octobre 2019. Pour leur réalisation efficace le Forum du partenariat Russie Afrique a été constitué. Nous avons créé avec de nombreux États du continent des commissions intergouvernementales bilatérales pour la coopération commerciale, économique, scientifique et technologique. On verra bientôt l'extension du réseau des ambassades et représentations commerciales russes en Afrique. Nous mettons en place d'une manière active de nouveaux instruments destinés à mieux structurer les liens économiques et les rendre plus dynamiques.

J'aimerais noter avec satisfaction que le chiffre des échanges de la Russie avec les pays d'Afrique a augmenté en 2022 pour atteindre presque 18 milliards de dollars américains. Mais nous sommes tous parfaitement conscients que le potentiel de notre partenariat commercial et économique est beaucoup plus grand. Les sociétés russes sont intéressées à intensifier leur travail sur le continent dans le secteur high-tech et l'exploration géologique, dans le secteur énergétique, y compris l'énergie nucléaire, dans l'industrie chimique, l'exploitation minière et l'ingénierie des transports, l'agriculture et la pêche. La transformation que traverse le monde exige la recherche de solutions relatives à l'établissement de nouvelles chaînes d'approvi-

sionnement, formation d'un système monétaire et financier et des mécanismes de règlement fiables et libres d'influences externes indésirables.

Nous comprenons l'importance de l'approvisionnement alimentaire ininterrompu pour le développement social et économique et le maintien de la stabilité politique des États africains. Par conséquent, nous avons toujours accordé beaucoup d'attention aux questions relatives aux livraisons du blé, de l'orge, du maïs et des autres cultures aux pays africains. Et nous l'avons fait aussi bien sur une base contractuelle que gratuitement, à titre d'aide humanitaire, y compris dans le cadre du Programme alimentaire des Nations Unies. Ainsi, en 2022 la Russie a exporté en Afrique 11,5 millions de tonnes de céréales et presque 10 millions de tonnes pendant les six premiers mois de l'année en cours. Cela malgré les sanctions imposées sur nos exportations qui en effet entravent sérieusement l'exportation des produits alimentaires russes vers les pays en développement, compliquent la logistique des transports, assurance et transactions bancaires.

Beaucoup ont probablement entendu parler du soi-disant « accord céréalier » destiné initialement à assurer la sécurité alimentaire globale, réduire les menaces de la famine et aider les pays les plus pauvres d'Afrique, Asie et Amérique latine. En effet c'est la raison pour laquelle la Russie s'est engagée à contribuer à sa mise en œuvre. Toutefois cet « accord », présenté publiquement à l'Occident comme une manifestation de leurs préoccupations et un bénéfice pour l'Afrique, a été de fait cyniquement utilisé uniquement pour enrichir des grandes sociétés américaines et européennes qui exportaient et revendaient le blé ukrainien.

Jugez par vous-mêmes : en près d'un an, 32,8 millions de tonnes de marchandises ont été exportés de l'Ukraine dans le cadre de « l'accord », dont plus de 70 % sont parvenus aux pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire élevé, y compris l'Union Européenne, tandis que les pays comme l'Éthiopie, le Soudan et le Somali, aussi bien

que le Yémen et l'Afghanistan, ont reçu moins de 3 % du volume total, soit moins d'un million de tonnes. En même temps aucune des conditions de « l'accord » concernant la levée des sanctions sur l'exportation russe des céréales et des engrais aux marchés mondiaux n'a été remplie. En outre, des obstacles sont créés même à notre transfert gratuit des engrais minéraux aux pays en besoin, les plus pauvres. De 262 000 tonnes des engrais bloqués dans les ports européens, nous n'avons réussi à envoyer que deux lots, 20 000 tonnes au Malawi et 34 000 tonnes au Kenya. Le reste est toujours entre les mains malhonnêtes des Européens. Cela malgré le fait qu'il s'agit d'une démarche purement humanitaire qui en principe ne devrait en aucune façon être touchée par les sanctions.

Compte tenu de ce qui précède, le maintien de « l'accord céréalier » qui n'a pas réalisé son objectif humanitaire a perdu son sens. Nous nous sommes opposés à la prorogation ultérieure de « l'accord », et à partir du 18 juillet son application a été terminée. Je tiens à vous assurer que notre pays est capable de substituer le blé ukrainien aussi bien à titre commercial qu'à titre gratuit, surtout que, cette année encore, nous nous attendons à une récolte record.

Malgré les sanctions, la Russie continuera à œuvrer énergiquement pour organiser la livraison en Afrique des céréales, denrées alimentaires, engrais et autres produits. Nous apprécions beaucoup toute la palette des relations économiques avec l'Afrique et nous continuerons son développement dynamique, aussi bien avec des États qu'avec les communautés régionales d'intégration et, bien sûr, avec l'Union africaine. Nous saluons le cap stratégique de cette Organisation vers une intégration économique continue et l'établissement de la zone de libre-échange continentale africaine. Nous sommes prêts à établir des relations pragmatiques et mutuellement avantageuses, y compris dans le cadre de l'Union économique eurasiatique. Nous sommes également disposés à intensifier la coopération avec d'autres unions régionales du continent.